



Paris, le 16 janvier 2025

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Communiqué de presse - Projet de loi de finances pour 2025 : le Gouvernement ponctionne à nouveau le sport

Depuis la clôture des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 le 8 septembre dernier, le sport français fait face à un paradoxe difficilement compréhensible. Comme escompté, ces Jeux ont suscité un engouement inédit pour la pratique sportive. Les clubs, toutes disciplines confondues, enregistrent une forte hausse des demandes d'inscription, témoignant d'un appétit grandissant pour l'activité physique et sportive qui ne se dément pas depuis. Le mouvement paralympique connaît un essor remarquable, avec une demande croissante sans précédent pour des disciplines comme la boccia, le basket fauteuil ou le para badminton.

Dans le même temps, la France manque de clubs, d'équipements sportifs, d'éducateurs et de structures adaptées pour répondre entièrement à cette demande renforcée, souhaitée et portée par toutes parties prenantes des Jeux. Ce constat est aggravé par une décision budgétaire incompréhensible : le projet de loi de finances 2025 prévoyait déjà une réduction de plus de 100 millions d'euros du budget du ministère des Sports (hors crédits exceptionnels liés aux Jeux), portant un coup dur à un budget qui peine déjà à atteindre 1 milliard d'euros et ne représentait déjà qu'à peine 0,2 % du budget de l'Etat. **Ce 16 janvier, le Gouvernement a décidé d'aggraver la situation en déposant un nouvel amendement qui réduit de 34M€ supplémentaires un budget qui devient marginal.**

Si Paris 2024 devait rester une parenthèse enchantée, c'est le chemin à suivre. Si nous souhaitons que cet héritage devienne un pilier de notre société, et la nomination de Marie Barsacq est un signal majeur en la matière, il est urgent de corriger le tir.

Les Jeux ont montré l'impact structurant du sport dans nos vies : c'est un outil essentiel d'inclusion, de santé publique et de cohésion sociale. Réduire les moyens alloués au sport, c'est fragiliser notre capacité à relever ces défis. À l'inverse, investir dans le sport, c'est construire une société plus saine, plus solidaire et plus dynamique.

Avec un tel budget des sports pour 2025, il n'y aura ni clubs supplémentaires, ni équipements accessibles, ni renforcement des encadrants sportifs. Nous ne pourrons maintenir l'élan suscité par Paris 2024. Les parasports, en particulier, risquent de perdre une opportunité historique de se développer durablement.

Conscients de la situation budgétaire du pays, nous demandons simplement que le sport puisse financer le sport. Le produit de la taxe sur les paris sportifs doit être intégralement réinvesti dans le sport, afin de maintenir l'effort de rattrapage que l'Etat a engagé ces dernières années.

CONTACTS PRESSE

CNOSF :

pressecnosf@cnosf.org

0140782878 / 0140782888

CPSF :

medias@france-paralympique.fr

06 65 75 71 25



Partenaires Mondiaux



Partenaire Officiel



© 2025 CNOSF